

Source : [https://www.liberation.fr/planete/2018/11/10/florence-jany-catrice-la-croissance-n-est-pas-un-indicateur-approprie-pour-repondre-aux-enjeux-du-xx\\_1690017](https://www.liberation.fr/planete/2018/11/10/florence-jany-catrice-la-croissance-n-est-pas-un-indicateur-approprie-pour-repondre-aux-enjeux-du-xx_1690017)

Téléchargement 12 11 2018

## Florence Jany-Catrice : «La croissance n'est pas un indicateur approprié pour répondre aux enjeux du XXIe siècle»

Par [Adrien Franque](#) — 10 novembre 2018



Infrastructure du cimentier Vicat, à Montalieu-Vercieu (Isère). Cette entreprise française a fêté ses 200 ans en 2017. Photo Jean-Pierre Clatot. AFP

### L'économiste fait le point sur le dogme de la croissance et les indicateurs alternatifs de richesse face, notamment, à l'urgence climatique.

- Florence Jany-Catrice : «La croissance n'est pas un indicateur approprié»

«Si on reste prisonniers des indicateurs de l'ancien monde, comme le taux de croissance, on aura forcément l'impression de régresser» : [le mois dernier dans Libération](#), l'astrophysicien Aurélien Barrau désignait les indicateurs de richesse actuels comme l'une des causes d'un modèle économique et social ayant mené au réchauffement climatique et à ses conséquences désastreuses. Quinze jours plus tôt, une tribune d'un groupe d'universitaires de toute l'Europe appelait [à revenir sur le dogme de la croissance](#), l'estimant incompatible avec la contrainte écologique et le bien-être des peuples.

A lire aussi [Europe : ne plus dépendre de la croissance](#)

La critique de l'utilisation du taux de croissance du PIB comme boussole politique principale n'est pas neuve. Depuis une vingtaine d'années, des chercheurs remettent en cause ce dogme de la croissance, à commencer, en France, par la philosophe et sociologue Dominique Méda. En 2008, la commission Stiglitz, née d'une proposition de Nicolas Sarkozy, venait valider les travaux de ces chercheurs en engageant une réflexion sur l'utilisation de ces indicateurs, tout en questionnant les nouveaux outils à disposition. Né de cette commission, le Forum pour d'autres indicateurs de richesse (FAIR) a perpétué ce travail critique. En avril 2015, [la loi Sas](#) a été adoptée, instituant un rapport mettant en exergue dix indicateurs (comme l'empreinte carbone ou l'espérance de vie en bonne santé) et devant être livré

chaque année en octobre, au début de l'examen des orientations budgétaires par l'Assemblée, afin de guider les politiques publiques. L'an dernier, ce rapport avait été livré avec quatre mois de retard, en février 2018. Cette année encore, le gouvernement a manqué le rendez-vous, preuve du désintérêt pour ces nouveaux indicateurs alternatifs de richesse (NIR).

Spécialiste des NIR, l'économiste Florence Jany-Catrice, professeure à l'université de Lille, membre du FAIR et coauteure avec Jean Gadrey des *Nouveaux Indicateurs de richesse* (éd. La Découverte, 2007), fait le point sur l'utilisation de ces outils de mesure de performance collective, face, notamment, à l'urgence climatique.

### **Pourquoi le taux de croissance du PIB reste-t-il l'indicateur le plus suivi encore aujourd'hui alors qu'il est remis en cause depuis des années ?**

Il faut revenir à l'histoire du PIB et à celle de la comptabilité nationale, duquel cet indicateur est issu. Après la Seconde Guerre mondiale, les impératifs de planification orientaient les efforts économiques, et notamment l'investissement public, vers les activités économiques de reconstruction, sur une base industrielle et sur une base marchande. Pour ce projet politique bien particulier, le PIB et son évolution en volume (la croissance) apparaissaient comme des indicateurs appropriés. Dans les années 80, divers événements (dont les racines leur sont bien antérieures) peuvent expliquer cette crispation autour de la croissance économique : d'abord, le fait que les économies occidentales étaient en crise et qu'il apparaissait de plus en plus que celle-ci serait structurelle. Nous étions sortis de l'ère fordiste, alors que la croissance semblait avoir joué un rôle déterminant sur cette période d'âge d'or, avec des dispositifs attenants de redistribution (ce que Boyer appelle «le compromis fordiste»). A cette époque, la plupart des économistes pensaient que renouer avec la croissance permettrait de régler une partie des questions. Cela n'est pas totalement faux quand on analyse le basculement progressif dès les années 80 vers des sociétés totalement financiarisées, au détriment de l'activité réelle.

Mais on ne peut pas comprendre cette crispation autour de la croissance sans ajouter à cela des transformations de contexte. Tout d'abord, une quantofrénie galopante (c'est-à-dire une obsession croissante pour les données chiffrées), en particulier la quantofrénie comparative (cette période où la puissance des pays ne se juge plus qu'à la taille du PIB). La science économique dominante a, elle aussi, joué un rôle déterminant, en particulier la promotion d'une innovation conceptuelle avec la «croissance endogène», directement importée des Etats-Unis (et de Romer en particulier) qui conduit à l'idéologie d'une possible croissance infinie. Enfin, la diffusion des idées des effets du «ruissellement». Pour faire vite, les économistes orthodoxes ont vu dans la croissance endogène (et la croyance complémentaire dans les vertus intrinsèques des innovations), la possibilité miraculeuse de résolution de tous les enjeux, notamment ceux de la répartition, faisant donc de la croissance une finalité, à partir de cette période. Quant aux macro-économistes hétérodoxes, ils ont à juste titre identifié dans l'hubris de la finance les principaux fondements des déséquilibres, sous-estimant sans doute partiellement, pour certains, l'ampleur des externalités négatives de la croissance.

### **Pourquoi le taux de croissance est-il un mauvais indicateur ?**

En soi, aucun indicateur n'est ni «bon» ni «mauvais», en particulier quand il est – ce qui est le cas du PIB – autant légitimé par des institutions solides (de l'Insee à Eurostat en passant par les organisations internationales). Pour autant, la croissance, telle qu'elle est utilisée, c'est-à-dire un indicateur devenu une finalité pour les sociétés, n'est pas appropriée pour répondre aux grands enjeux du XXI<sup>e</sup> siècle que sont la dégradation vertigineuse des patrimoines écologiques (au premier rang desquels le

changement climatique), l'aggravation des inégalités économiques, la perte de cohésion sociale et certainement aussi les menaces que ces crises gigantesques font peser sur la démocratie. Certains experts renversent même l'argument en attribuant à la croissance la raison principale de ces dégradations des patrimoines social et écologique.

#### **Quels indicateurs alternatifs de richesse existent alors aujourd'hui ? Et dans quel but ont-ils été créés ?**

Depuis que le PIB existe, des initiatives ont cherché à l'améliorer pour tenir compte des externalités, par exemple en créant des PIB «verts» ou des croissances «vertes». Ces voies, ouvertes depuis Nordhaus et Tobin dans les années 70, sont toujours controversées. Soit pour des raisons théoriques : faut-il ajouter au PIB ou lui retrancher des externalités qui ne sont pas, au sens des économistes, des «productions» économiques ? Soit pour des raisons de méthode : la construction de prix fictifs – inévitables lorsqu'il s'agit de monétariser des «actifs non marchands» – s'avère fragile et discutable. D'autres initiatives visent à identifier des indicateurs qui tiendraient compte d'une multiplicité de dimensions : c'est notamment le cas de l'indice de développement humain (IDH) dont la première version date de 1990. D'autres encore insistent sur les apories des sociétés de croissance et cherchent d'abord à émettre des signaux d'alerte, autres que monétaires, sur l'insoutenabilité des modèles existants. C'est le cas de l'empreinte écologique ou encore des seuils d'irréversibilité des travaux de Rockstrom et al.

#### **Est-ce qu'un indicateur alternatif pourrait réellement avoir un rôle dans un changement de modèle politique et économique ?**

C'est ici aussi une question qui anime les débats dans les sciences sociales. Nous avons toujours insisté sur l'idée que les indicateurs ne sont jamais une condition suffisante à la transformation de paradigme. Mais ils sont devenus une condition nécessaire dans les sociétés quantofréniques. Et une chose est certaine : tant que les politiques seront orientées, à partir de logiciels totalement surannés, sur la fluidification des marchés en vue de retrouver des points de croissance, aucun des grands enjeux contemporains ne sera atteint. On peut même s'attendre à une aggravation dramatique de la situation climatique, avec toutes les incertitudes radicales vers lesquelles cette situation nous conduirait.

#### **Quel est l'indicateur de richesse qui pourrait le mieux nous renseigner aujourd'hui ?**

Aucun indicateur ne peut prétendre à la perfection ni même à la complétude tant les enjeux auxquels nous faisons face et qu'incarne la crise du changement climatique sont multiples et parfois irréconciliables. Ce serait accorder bien trop d'importance au chiffre. Avec Dominique Méda, nous avons souvent appelé à quelques indicateurs qui permettraient d'identifier dans quelle mesure les pays sont sur la voie de la soutenabilité écologique (par l'empreinte écologique par exemple) en même temps que celle de la soutenabilité sociale. L'indice de santé sociale est un candidat à cette mesure, mais d'autres le seraient aussi. Avec cette idée, [que défend par exemple fermement Eloi Laurent](#), que l'écologie doit se décliner en social-écologie.

A lire aussi [Sur les pas de l'empreinte carbone](#)

Mais reprenons plus simplement l'affaire : si le temps est vraiment venu d'être en conformité avec les accords de Paris, et puisque cette mise en conformité est une urgence vitale, des indicateurs clefs, alternatifs à la croissance, seraient ceux d'une réduction par deux des émissions de gaz à effets de serre dans le monde d'ici 2050, et par quatre dans un pays comme la France, tout en menant des politiques qui réduisent les inégalités économiques. Comme en temps de guerre où toutes les forces vives sont tournées vers l'objectif de production au service de la guerre, il s'agirait, en engageant les

mobilisations individuelles, citoyennes autant qu'industrielles ou administratives, de récolter les ressources et moyens nécessaires pour accéder à ces deux objectifs, en préservant les acquis de la démocratie.

Ce n'est donc pas tant les indicateurs qui font défaut ici qu'un courage politique, une vision qui sortirait des pures logiques comptables dans lesquelles elle est enfermée de manière mortifère, et l'élaboration d'institutions qui mettraient à distance les comportements individualistes, des consommateurs comme des entreprises, qui ralentissent ou empêchent ce processus vital.

**Enfin, les nouveaux indicateurs de richesse (NIR) font déjà l'objet d'un rapport annuel en France. Est-il suffisant ?** L'idée de ce rapport annuel, issu d'un projet de loi porté par la députée Eva Sas, était excellente, de même que l'idée du processus pour en élaborer les principaux indicateurs (en particulier recourir à l'expertise citoyenne sur ces questions d'intérêt général). Mais le pouvoir a profondément travesti les objectifs de cette initiative : France Stratégie est restée quasiment seule aux rênes de l'élaboration des indicateurs. Pour rester dans la légalité, le gouvernement produit donc un rapport annuel, mais sans passion, sans aucune volonté de marquer la dynamique, sans prendre l'opportunité de ce rapport pour organiser un débat à l'Assemblée sur la soutenabilité de la trajectoire nationale. En un mot, ce rapport annuel est au mieux du gâchis, au pire du cynisme. Tout cela n'est en tout cas pas à la hauteur des enjeux, voire détourne l'attention de l'important : prendre soin de la planète et de ses habitants et non pas prendre soin des premiers de cordée.

[Adrien Franque](#)